



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.415/4
du 13 juin 2016

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant certaines
dispositions relatives aux
fonctions de management et
d'encadrement dans certains
organismes d'intérêt public'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.415/4
van 13 juni 2016

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
sommige bepalingen
betreffende de management- en
staffuncties in sommige
instellingen van openbaar nut'

Le 17 mai 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 juin 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 juin 2016.

*

Op 17 mei 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 juni 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 juni 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', il convient d'ajouter au préambule un alinéa mentionnant le motif pour lequel il n'y a pas lieu de procéder à une analyse d'impact de la réglementation, à savoir le motif de dispense tiré de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

FONDEMENTS JURIDIQUES

L'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' constitue un fondement juridique pour les dispositions en projet en ce qu'il habilite le Roi à fixer le statut du personnel des organismes énumérés à l'article 1^{er}.

Outre l'alinéa 1^{er} du préambule, l'auteur du projet cite aux alinéas 2 à 11 différents textes législatifs relatifs à la création de certains parastataux.

L'arrêté royal du 16 novembre 2006 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public' limite son champ d'application de la manière suivante :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux organismes d'intérêt public énumérés ci-après :

- 1^o l'Agence fédérale d'accueil des Demandeurs d'Asile ;
- 2^o l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé ;
- 3^o le Bureau fédéral du Plan ;
- 4^o la Régie des Bâtiments ;
- 5^o l'Agence des appels aux services de secours.
- 6^o le Bureau d'Intervention et de Restitution belge ;
- 7^o l'Institut géographique national ;
- 8^o l'Office central d'action sociale et culturelle du Ministère de la Défense ;
- 9^o l'Institut des Vétérans – l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ;

10° l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire en ce qui concerne les fonctions d'Administrateur délégué et d'Administrateur délégué adjoint ».

Interrogé afin de vérifier les différents fondements juridiques invoqués au préambule par rapport aux dix organismes d'intérêt public cités à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 novembre 2006, le fonctionnaire délégué a notamment donné les précisions suivantes :

« – alinéa 2 : il faut supprimer la référence à la loi du 10 novembre 1967 dans la mesure où le Bureau d'intervention et de restitution belge a été régionalisé ¹ ;

– alinéa 3 : il s'agit en effet de l'alinéa 4 du paragraphe 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1971 ;

– alinéas 4 à 6 : les articles 9 de la loi du 10 avril 1973, 8, § 5, de la loi du 8 juin 1976 et 13, § 5 de la loi du 8 août 1981 visent les titulaires des fonctions de management et les titulaires des fonctions d'encadrement ;

– alinéa 7 : il n'y a pas lieu de viser l'article 129 de la loi du 21 décembre 1994 car cela nécessiterait alors d'avoir l'avis du conseil central de l'économie ;

– alinéa 8 : pour les fonctions visées par les dispositions en projet, il ne faut viser que l'article 6, § 4, de la loi du 4 février 2000 car l'article 6, § 7, de la même loi concerne les autres fonctions dirigeantes pour lesquelles il y a un arrêté royal spécifique (cfr arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire) ;

– alinéa 9 : étant donné que l'article 60 de la loi-programme du 19 juillet 2001 a été abrogé par l'article 70, 1°, de la loi du 12 janvier 2007 et que l'article 61 de la même loi consiste en un renvoi à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954, il faut viser l'article 55, alinéa 2, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers ;

– alinéa 10 : étant donné que l'article 199 de la loi-programme du 9 juillet 2004 a été abrogé par l'article 13 de la loi du 29 avril 2011, pour les titulaires de fonctions de l'Agence des appels aux services de secours, il faudrait viser l'article 9 de la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112 ;

– alinéa 11 : l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 2006 ne concerne que les titulaires de fonctions de management. En effet, l'AR du 16/11/2006 ne règle effectivement que la situation que de l'administrateur général. Les autres fonctions dirigeantes sont fixées par un AR distinct (un peu comme pour l'AFSCA) mais, contrairement à l'AFSCA, il n'y a pas d'autre AR qui a été pris » ².

Concernant l'alinéa 7 du préambule, l'auteur du texte ne peut citer les articles 124 et 125 de la loi du 21 décembre 1994 'portant des dispositions sociales et diverses' au titre de fondements juridiques car ces dispositions légales ne contiennent pas d'habilitation au Roi.

¹ Voir l'article 26quinquies de la loi du 13 mars 1991 'relative à la suppression ou la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'État'.

² Cependant, cela ne ressort pas de l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 par comparaison avec l'article 1^{er}, 10°, du même arrêté.

En conclusion, l'auteur du texte doit soigneusement revoir le préambule afin de mentionner les fondements juridiques pertinents après avoir, dans la mesure où ces dispositions le prévoiraient, accompli les formalités requises³.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Une demande d'avis dans un délai de trente jours est introduite à l'égard des textes suivants :

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation' (numéro de rôle 59.412/4) ;

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et dans les services publics fédéraux de programmation' (numéro de rôle 59.413/4) ;

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale' (numéro de rôle 59.414/4) ;

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public' (numéro de rôle 59.415/4)⁴.

Étant donné le lien entre ces quatre projets, il est conseillé à l'auteur du texte de les adopter et de les publier concomitamment.

2. La section de législation observe que si la coexistence des notions de plan de management et de plan opérationnel (ou de plan d'appui) avec celles de contrat d'administration et de plan d'administration est supprimée dans l'arrêté royal du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (articles 11 et 11bis) et dans l'arrêté royal du 2 octobre 2002 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (articles 10 et 10bis), tel n'est pas le cas dans l'article 12 de l'arrêté royal du 30 novembre 2003 'relatif à la désignation, à l'exercice et à la pondération des fonctions ainsi qu'à la désignation et à l'exercice de fonctions d'encadrement et de fonctions de direction dans les institutions publiques de sécurité sociale'. Enfin, seules les notions de plan de management/plan d'appui sont utilisées dans les

³ Sur la nécessité de rédiger correctement le préambule lorsqu'il s'agit des O.I.P., voir l'avis 53.749/2/V donné le 7 août 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale', l'avis 59.265/4 donné le 6 juin 2016 sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de diverses dispositions relatives aux agents de l'État' et l'avis 59.248/4 donné le 25 mai 2016 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives aux agents de l'État'.

⁴ La section de législation a donné le 13 juin 2016 les avis sur ces quatre projets.

articles 11 et 12 de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public' ⁵.

Interrogé sur la raison de maintenir une différence dans les quatre textes examinés, le fonctionnaire délégué a expliqué ce qui suit :

« Pour les organismes d'intérêt public, il faut faire la distinction entre les organismes d'intérêt public dits 'sociaux' et les organismes d'intérêt public dits 'non sociaux' (AR du 16/11/2006). Pour ces derniers, il y a une volonté de maintenir les plans de management et les plans opérationnels. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de l'AR du 30/11/2003 a été maintenu dans sa version actuelle ».

En conclusion, l'auteur du texte pose le choix de ne pas procéder à une harmonisation complète de la matière en maintenant des terminologies différentes pour des documents recouvrant un contenu identique selon qu'ils doivent être rédigés au sein des services publics fédéraux ou services publics fédéraux de programmation, au sein des institutions publiques de sécurité sociale ou au sein des organismes d'intérêt public.

La section de législation s'interroge sur la raison de désigner les mêmes objets avec des mots différents.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 5

Comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, la phrase liminaire de l'article 5 du projet doit être rédigée afin de prévoir qu'un alinéa 6 est ajouté à l'article 29bis de l'arrêté royal du 16 novembre 2006.

Article 8

En vertu de l'article 8, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informés, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

⁵ Voir la note au Gouvernement du 24 février 2016.

Il y a lieu de vérifier, dans ces conditions, s'il est bien nécessaire de prévoir une disposition particulière d'entrée en vigueur. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié ⁶.

L'article 8 du projet sera revu en conséquence.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

Les chapitres seront numérotés en chiffres arabes ⁷.

*

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 152.1 et formule F 4-5-1-1.

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 64.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, moet aan de aanhef een lid worden toegevoegd waarin melding wordt gemaakt van de reden waarom geen regelgevingsimpactanalyse hoeft te worden uitgevoerd, *in casu* de vrijstellingsgrond die is ontleend aan artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

RECHTSGRONDEN

Artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’ levert voor de ontworpen bepalingen een rechtsgrond op doordat de Koning bij die bepaling gemachtigd wordt om het statuut te bepalen van het personeel van de instellingen opgesomd in artikel 1 van dat besluit.

Bovenop de verwijzing vervat in het eerste lid van de aanhef, wordt door de steller van het ontwerp in het tweede tot het elfde lid van de aanhef verwezen naar verscheidene wetteksten betreffende de oprichting van bepaalde parastatale instellingen.

In het koninklijk besluit van 16 november 2006 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut’ wordt het toepassingsgebied van dat besluit als volgt afgebakend:

“Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de hierna opgesomde instellingen van openbaar nut :

- 1° het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers;
- 2° het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;
- 3° het Federaal Planbureau;
- 4° de Regie der Gebouwen;
- 5° het Agentschap voor de oproepen tot de hulpdiensten;
- 6° het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau;
- 7° het Nationaal Geografisch Instituut;
- 8° de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie van het Ministerie van Defensie;

9° het Instituut voor Veteranen - het Nationaal instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

10° het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen wat de functies van gedelegeerd bestuurder en van adjunct-gedelegeerd bestuurder betreft.”

Naar aanleiding van het verzoek om de onderscheiden rechtsgronden die in de aanhef aangehaald worden na te gaan in het licht van de tien instellingen van openbaar nut die vermeld worden in artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 november 2006, heeft de gemachtigde ambtenaar onder andere het volgende verklaard:

« – alinéa 2 : il faut supprimer la référence à la loi du 10 novembre 1967 dans la mesure où le Bureau d'intervention et de restitution belge a été régionalisé ¹ ;

– alinéa 3 : il s'agit en effet de l'alinéa 4 du paragraphe 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1971 ;

– alinéas 4 à 6 : les articles 9 de la loi du 10 avril 1973, 8, § 5, de la loi du 8 juin 1976 et 13, § 5 de la loi du 8 août 1981 visent les titulaires des fonctions de management et les titulaires des fonctions d'encadrement ;

– alinéa 7 : il n'y a pas lieu de viser l'article 129 de la loi du 21 décembre 1994 car cela nécessiterait alors d'avoir l'avis du conseil central de l'économie ;

– alinéa 8 : pour les fonctions visées par les dispositions en projet, il ne faut viser que l'article 6, § 4, de la loi du 4 février 2000 car l'article 6, § 7, de la même loi concerne les autres fonctions dirigeantes pour lesquelles il y a un arrêté royal spécifique (cfr arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire) ;

– alinéa 9 : étant donné que l'article 60 de la loi-programme du 19 juillet 2001 a été abrogé par l'article 70, 1°, de la loi du 12 janvier 2007 et que l'article 61 de la même loi consiste en un renvoi à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954, il faut viser l'article 55, alinéa 2, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers ;

– alinéa 10 : étant donné que l'article 199 de la loi-programme du 9 juillet 2004 a été abrogé par l'article 13 de la loi du 29 avril 2011, pour les titulaires de fonctions de l'Agence des appels aux services de secours, il faudrait viser l'article 9 de la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112 ;

– alinéa 11 : l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 2006 ne concerne que les titulaires de fonctions de management. En effet, l'AR du 16/11/2006 ne règle effectivement que la situation que de l'administrateur général. Les autres fonctions dirigeantes sont fixées par un AR distinct (un peu comme pour l'AFSCA) mais, contrairement à l'AFSCA, il n'y a pas d'autre AR qui a été pris » ².

¹ Zie artikel 26^{quiquies} van de wet van 13 maart 1991 'betreffende de afschaffing of herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten'.

² Cependant, cela ne ressort pas de l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 par comparaison avec l'article 1^{er}, 10°, du même arrêté.

Wat het zevende lid van de aanhef betreft, mag de steller van de tekst de artikelen 124 en 125 van de wet van 21 december 1994 'houdende sociale en diverse bepalingen' niet aanhalen als rechtsgrond, aangezien die wetsbepalingen geen machtiging aan de Koning bevatten.

Kortom, de steller van de tekst dient de aanhef zorgvuldig na te kijken teneinde melding te maken van de relevante rechtsgronden na de voorafgaande vormvereisten te hebben vervuld voor zover die bepalingen daarin zouden voorzien.³

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De Raad van State is verzocht om binnen een termijn van dertig dagen advies uit te brengen over de volgende teksten:

– een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de managementfuncties in de Federale Overheidsdiensten en in de Programmatorische Federale Overheidsdiensten' (rolnummer 59.412/4);

– een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de staffuncties in de Federale Overheidsdiensten en in de Programmatorische Federale Overheidsdiensten' (rolnummer 59.413/4);

– een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de managementfuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid' (rolnummer 59.414/4);

– een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut' (rolnummer 59.415/4).⁴

Doordat die vier ontwerpen met elkaar verband houden, wordt aan de steller van de tekst de raad gegeven om ze tegelijk goed te keuren en bekend te maken.

2. De afdeling Wetgeving merkt op dat, terwijl in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 'betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten' (artikelen 11 en 11bis) en in het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 'betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten' (artikelen 10 en 10bis) er een einde gemaakt wordt aan het naast

³ Zie, in verband met de noodzaak om de aanhef correct op te stellen wanneer het gaat om een ontwerp betreffende instellingen van openbaar nut, advies 53.749/2/V, dat op 7 augustus 2013 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 'betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt', advies 59.265/4, dat op 6 juni 2016 gegeven is over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Rijkspersoneel' en advies 59.248/4, dat op 25 mei 2016 gegeven is over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Rijkspersoneel'.

⁴ De afdeling Wetgeving heeft op 13 juni 2016 over die vier ontwerpen advies uitgebracht.

elkaar bestaan van de begrippen managementplan en operationeel plan (of ondersteuningsplan), enerzijds, en de begrippen bestuursovereenkomst en bestuursplan, anderzijds, dat niet het geval is met artikel 12 van het koninklijk besluit van 30 november 2003 'betreffende de aanduiding, de uitoefening en de weging van de managementfuncties alsook de aanduiding en de uitoefening van staffuncties en directiefuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid'. Ten slotte worden alleen de begrippen managementplan/ondersteuningsplan gehanteerd in de artikelen 11 en 12 van het koninklijk besluit van 16 november 2006 'betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut'.⁵

Naar aanleiding van de vraag waarom dat onderscheid in de vier teksten gehandhaafd wordt, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende uitgelegd:

“Pour les organismes d'intérêt public, il faut faire la distinction entre les organismes d'intérêt public dits 'sociaux' et les organismes d'intérêt public dits 'non sociaux' (AR du 16/11/2006). Pour ces derniers, il y a une volonté de maintenir les plans de management et les plans opérationnels. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de l'AR du 30/11/2003 a été maintenu dans sa version actuelle.”

Kortom, de steller van de tekst opteert ervoor niet over te gaan tot een volledige harmonisatie van de aangelegenheid door, voor documenten met een identieke inhoud, vast te houden aan verschillende termen naar gelang die documenten opgesteld worden binnen federale overheidsdiensten of programmatorische federale overheidsdiensten, openbare instellingen van sociale zekerheid of instellingen van openbaar nut.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom men dezelfde zaken met verschillende termen zou aanduiden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 5

Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, dient de inleidende zin van artikel 5 van het ontwerp aldus te worden gesteld dat artikel 29*bis* van het koninklijk besluit van 16 november 2006 daarbij aangevuld wordt met een zesde lid.

⁵ Zie de nota aan de regering van 24 februari 2016.

Artikel 8

Volgens artikel 8 treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het nadeel van een dergelijke regel van inwerkingtreding is dat, als het ontworpen besluit aan het einde van de maand bekendgemaakt wordt, de adressaten van het besluit niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Gelet op het voorgaande moet nagegaan worden of het wel nodig is een bijzondere inwerkingtredingsbepaling op te nemen. Indien de formulering in het ontwerp wordt aangenomen, behoort gezorgd te worden voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om van de bekendgemaakte tekst kennis te nemen.⁶

Artikel 8 van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

De hoofdstukken dienen genummerd te worden met Arabische cijfers.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 152.1 en formule F 4-5-1-1.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 64.